

CANDIDATURE DE ABDELAZIZ BOUTEFLIKA

Campagne par procuration

Victime d'un accident vasculaire cérébral, le Président Abdelaziz Bouteflika est pressé par ses partisans à briguer un quatrième mandat. Ses soutiens envisageraient d'organiser une campagne électorale sans candidat. Une campagne par procuration.

Tarek Hafid - Alger (Le Soir) - Un candidat à l'élection présidentielle est-il tenu de faire campagne? Cette curieuse question ne s'est jamais posée auparavant. Mais l'éventualité semble vouloir être imposée par les partisans de Abdelaziz Bouteflika qui l'appellent à briguer un quatrième mandat. Le scénario serait donc le suivant : Abdelaziz Bouteflika présente officiellement sa candidature à la télévision.

Le message doit être enregistré, au sein de sa résidence, par une équipe de la télévision publique. L'annonce en question n'interviendra qu'à la dernière minute, le président sortant aimant entretenir le suspense. Début mars, le dossier de candidature de Abdelaziz Bouteflika est transmis au Conseil constitutionnel. Il com-

prend, entres autres, les formulaires de souscriptions de signatures individuelles (4 millions pour le quatrième mandat) ainsi qu'un certificat médical délivré par des médecins assermentés. Une formule est trouvée pour lui permettre de ne pas se déplacer au siège du Conseil constitutionnel (cette procédure est clairement énoncée dans le règlement intérieur de cette institution). Le 15 mars, le président de cette institution, Mourad Medelci annonce la liste officielle des candidats à l'élection présidentielle du 17 avril 2014. Abdelaziz Bouteflika est officiellement candidat à la magistrature suprême pour la quatrième fois consécutive. Pour l'heure, ce scénario reste le plus plausible. Puis vient la seconde étape, la campagne électorale. Là encore, pas



L'éventualité semble vouloir être imposée par les partisans de Abdelaziz Bouteflika qui l'appellent à briguer un quatrième mandat.

question que Abdelaziz Bouteflika apparaisse en public. Amar Saâdani, Abdelkader Bensalah, Amara Benyoune, Amar Ghoul, Abdelmadjid Sidi-Saïd, des ministres et des responsables de partis et d'associations animent des meetings en lieu et place du

«candidat du système». Théoriquement, Abdelmalek Sellal ne peut participer à ces activités électorales du fait de son statut de président de la Commission nationale de préparation de l'élection présidentielle. Les pro-Bouteflika sillonnent l'Algérie pour expliquer

aux Algériens la nécessité de réélire Abdelaziz Bouteflika afin que l'Algérie ne sombre pas dans le chaos. En fait, aucun texte n'oblige un candidat à faire campagne. Le Constitution et le code électoral font état d'une série d'obligations auxquelles il doit se conformer. Dans le cas de Bouteflika, la seule raison qui l'empêcherait d'aller vers les électeurs serait son état de santé. Mais comment se fait-il qu'il puisse présenter un certificat médical qui atteste qu'il est physiquement apte à diriger un pays, alors qu'il serait incapable de se déplacer seul, de monter sur une scène et de prononcer un discours durant 20 minutes ? S'ils parviennent à lui faire passer sans encombre l'étape de l'annonce officielle puis celle de la campagne électorale, la cérémonie de prestation de serment ne sera plus qu'une simple formalité. Car il est évident que le président sortant ne se lancera pas dans une compétition sans être sûr de la remporter.

T. H.

AMAR GHOU L'ANNONCE OFFICIELLEMENT :

«Nous avons entamé la collecte des signatures au profit de Bouteflika»

«Cette question de savoir si Bouteflika est candidat ou pas fait partie du passé ! Je vous annonce que, nous concernant, et à partir d'aujourd'hui, nous sommes officiellement en campagne pour la collecte des signatures au profit de notre candidat, Abdelaziz Bouteflika. Je ne peux être plus clair et je ne parle pas dans le vide !». Ce propos, sans nuance aucune, est de Amar Ghoul qui n'arrivait visiblement pas à comprendre... l'étonnement des journalistes lors d'un point de presse qui clôturait une activité de son parti, le TAJ, hier à l'hôtel Ryadh de Sidi Fredj à Alger.

Kamel Amarni - Alger (Le Soir) - Il s'emportera même presque devant la répétition incessante de cette même question, exclusivement la même d'ailleurs. «Si Bouteflika ne se présente pas, quel autre candidat allez-vous soutenir ?», l'interpellait par exemple un confrère. «Je ne parle pas dans le vide. Je ne peux être plus clair. Aujourd'hui, nous ne sommes plus dans le brouillard.

Je vous dis que nous allons entamer à partir d'aujourd'hui la campagne de collecte de signatures au profit de notre candidat, Abdelaziz Bouteflika. Nous ne sommes pas en train de jouer, tout de même» ! Outre le fait qu'il est

président d'un parti, le TAJ, l'un des quatre partis siégeant au gouvernement et qui se sont clairement prononcés pour un quatrième mandat pour Bouteflika, Amar Ghoul est, faut-il le rappeler, ministre des Transports en exercice. Mine de rien, il fait même office de doyen des ministres depuis les départs de Chérif Rahmani et Boubekour Benbouzid ! L'homme siège également, de par sa fonction au gouvernement, dans la Commission nationale de préparation des élections présidentielles que préside Abdelmalek Sellal.

Sa parfaite connaissance du système fait, en effet, que ce n'est certainement pas l'homme à se

lancer dans une aventure à l'issue incertaine ! Hier samedi, à l'hôtel Ryadh à Alger, il avait comme «activité partisane», un véritable show électoral, un meeting à la gloire de Abdelaziz Bouteflika.

Dans un décor qui ne laissait aucun doute quant à la teneur même de ce dont il s'agira comme «rencontre de plusieurs partis pour faire une annonce politique importante», dominé par un portrait géant où l'on pouvait lire, d'emblée «Bouteflika est notre candidat», 26 partis dont 19 présents dans la salle, annoncent leur allégeance ! Il s'agit bien sûr de petits partis issus de la dernière «réforme politique» de Bouteflika ou d'éternels petits partis généralement chapeautés par d'anciens membres du... CNT ! C'est tout naturellement d'ailleurs que tout ce beau monde délègue Amar Ghoul pour être leur porte-parole.

Et dans sa longue intervention, le président de TAJ ne s'embarrasse pas, mais alors pas du tout, de formules nuancées ou allusives !



Amar Ghoul.

«Abdelaziz Bouteflika est notre candidat aux prochaines élections présidentielles !».

L'actuel ministre des Transports insiste, comme tous ses homologues officiels, sur «la stabilité» et la «continuité», pour justifier le quatrième mandat. Il ira plus loin encore : «La stabilité est un acquis

précieux qu'il nous faut préserver coûte que coûte. Le président Bouteflika lui-même est un acquis pour l'Algérie. Nos voisins.

Le monde arabe. L'Afrique et pour le monde. Il est le garant de la stabilité au plan national et régional.»

K. A.

ABDELKADER MERBAH, LE PRÉSIDENT DU RPR, LORS D'UNE RENCONTRE À TIZI-OUZOU

«L'Armée doit prendre ses responsabilités !»

Le président du Rassemblement patriotique républicain (RPR), Abdelkader Merbah, celui qui s'est plu à rappeler son sobriquet de «enfant terrible de l'APN» des années que l'on n'aime pas se remémorer, était hier chez lui, à Tizi-Ouzou, mais cela n'a pas empêché son meeting de passer inaperçu tant la petite salle de la Maison de la culture sentait fort la désaffection.

Cela ne l'a pas découragé pour autant dans son œuvre, destinée à vilipender le pouvoir qu'il a chargé de tous les maux, à travers un discours qui a surtout brillé par ses appels, particulièrement en direction de l'Armée, l'institution, qui doit prendre ses responsabilités «avant de rendre le pouvoir au civil» en s'impliquant «comme



Abdelkader Merbah.

elle l'a fait depuis toujours» dans la prochaine élection présidentielle.

Une élection qui, espère-t-il, n'aura enfin rien de commun avec tous les scrutins, sans aucune exception, qu'a connus le pays puisque, à le croire, depuis toujours les Algériens n'ont en réalité jamais voté, ni présidentielle, ni législatives, ni pour aucun autre scrutin de quelque nature qu'il soit.

«Les Algériens n'ont jamais eu le droit de vote», clamait-il à qui voulait bien l'entendre. Comme il doit savoir de quoi il parle, lui l'ancien élu, le président du RPR assure qu'au regard de ce que l'Algérie a vécu dans les scrutins qu'elle a eu à vivre, «nul n'est capable de donner des leçons au monde entier dans le domaine de la fraude électorale».

De la tromperie, rien que de la tromperie, dans laquelle même l'armée était impliquée, alors il est temps pour celle-ci de

faire amende honorable en participant à rendre sa souveraineté au peuple et, ainsi, empêcher que soit accordé un quatrième mandat à «un homme qui ne peut même pas servir sa propre personne».

En parlant de Bouteflika tout en allusions, il l'accusera d'avoir fait de l'Algérie «une République portable et démontable» et de s'être approprié la République en l'emportant avec lui au Val-de-Grâce, où des décisions engageant le pays y ont été prises.

Et comme c'est à la mode ces derniers temps, Merbah appellera de ses vœux l'institution de la deuxième République, la dernière œuvre à laquelle, selon son souhait, l'Armée prendra part en s'impliquant pleinement dans l'organisation d'une élection qu'il qualifiera de «enfin réellement saine» avant de se retirer du champ politique.

M. Azedine